



APPD : Questionnaire de diligence raisonnable pour l'APPD avec le DD des É.-U.

Le présent questionnaire fait partie du Cadre de responsabilité sociale des entreprises (RSE) de la CCC et concorde avec son Code de conduite et de déontologie des affaires (Code). Il a pour but d'aider la CCC dans son processus de vérification préalable de ses fournisseurs ainsi que de démontrer son engagement à faire des affaires avec des fournisseurs qui respectent la loi et agissent en toute intégrité. Remarque : veuillez joindre les renseignements supplémentaires demandés, le cas échéant.

Pays bénéficiaire : Département de la Défense des États-Unis – Accord sur le partage de la production de défense

Section 1 – Renseignements généraux

Nom juridique complet de l'entreprise :

Nationalité :

Canadienne

Secteur d'activité (p. ex. consultation, défense, aérospatiale, génie, construction, fabrication) :

Produits ou services (veuillez fournir une brève description) :

Nombre d'employés :

Adresse au Canada :

Adresse du site Web :

Nom complet de la personne-ressource :

Téléphone :

Courriel :

N° de TPS/TVH :

Section 2 – Propriété

2.1 Depuis combien d'années votre entreprise est-elle en activité?	
2.2 Veuillez joindre la liste des anciens noms de votre entreprise (le cas échéant).	<input type="checkbox"/> Pièce jointe <input type="checkbox"/> S.O.
2.3 Votre entreprise est-elle une filiale, ou compte-t-elle des filiales et/ou des entreprises affiliées?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Dans l'affirmative, veuillez indiquer le nom de la société mère, de la filiale et/ou de l'organisation affiliée ainsi que son lien avec votre entreprise. Veuillez fournir un organigramme, si possible.	
2.4 Votre entreprise est-elle cotée en bourse?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
2.5 Entreprises privées seulement : Veuillez joindre une liste complète des renseignements suivants :	<input type="checkbox"/> Pièce jointe



a) les noms de tous les propriétaires (y compris ceux de la société mère); b) les noms de tous les individus qui possèdent plus de 10 % des parts de l'entreprise (y compris pour la société mère); c) les noms de tous les directeurs et cadres supérieurs.	
Veuillez fournir un organigramme, si possible.	

Section 3 – Aspects juridiques

3.1	Veuillez joindre une copie des actes constitutifs de l'entreprise.	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> S.O.
Si vous répondez <i>Oui</i> à l'une des questions suivantes, veuillez fournir l'information demandée en pièce jointe.			
3.2	Y a-t-il eu des jugements, des réclamations, des procédures d'arbitrage ou des poursuites judiciaires menacés, en cours ou en suspens dans un pays quelconque, d'un montant supérieur à 500 000 \$, contre votre entreprise (ou toute personne mentionnée dans ce questionnaire) au cours des cinq dernières années? Si oui, veuillez fournir les détails (nom du plaignant, nature et montant des réclamations, et tribunal).	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
3.3	Votre entreprise (ou toute personne ou entité nommée dans ce questionnaire) a-t-elle intenté des poursuites ou présenté une demande d'arbitrage auprès d'un autre ministère ou agence du gouvernement fédéral au cours des cinq dernières années?	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

Section 4 – Aspects financiers

Veuillez fournir en pièce jointe les deux derniers états financiers de votre entreprise (pour l'entité visée par le contrat avec la CCC).		<input type="checkbox"/> Pièce jointe	
Si vous répondez <i>Oui</i> à l'une des questions suivantes, veuillez fournir l'information demandée en pièce jointe.			
4.1	Au cours des cinq dernières années, votre entreprise a-t-elle, seule ou conjointement avec l'un de ses administrateurs ou cadres supérieurs, fait l'objet de forclusion, demandé à être placée sous la protection d'une quelconque disposition d'une loi sur la faillite, ou fait faillite ou été mise sous séquestre?	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
4.2	Au cours des cinq dernières années, votre entreprise (ou toute entreprise associée) a-t-elle été en défaut au regard de ses conventions de prêt?	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

Section 5 – Intégrité et déontologie des affaires

Au cours des cinq dernières années : Si vous répondez <i>Oui</i> à l'une des questions suivantes, veuillez fournir l'information demandée en pièce jointe.			
5.1	Pour les questions suivantes (de 5.1.a à 5.1.d), veuillez indiquer si votre entreprise (ou toute personne ou entité mentionnée dans le présent questionnaire), seule ou conjointement avec d'autres parties, ou ses sociétés apparentées, ses principaux actionnaires, son dirigeant principal ou ses cadres supérieurs :		
a.	ont été frappés d'interdiction de participer à un processus d'appel d'offres par une quelconque organisation gouvernementale ou internationale?	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
b.	ont fait l'objet d'enquête, d'accusation ou d'un verdict de culpabilité dans un quelconque tribunal, ou été assujettis à des mesures administratives connexes, pour cause de violation de la <i>Loi sur la corruption d'agents publics étrangers</i> ou d'autres lois sur la corruption et la subornation?	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non



<p>c. ont fait l'objet d'enquête, d'accusation ou d'un verdict de culpabilité dans un quelconque tribunal, ou été assujettis à des mesures administratives connexes, pour cause de violation d'une loi ou d'un règlement régissant l'achat ou la vente de produits ou de services de la part ou à l'intention d'un gouvernement?</p>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<p>d. ont fait l'objet d'enquête ou d'un verdict de culpabilité pour cause de violation de lois relatives à la fraude fiscale, aux valeurs mobilières ou à la concurrence?</p>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<p>5.2 Votre entreprise a-t-elle une politique écrite concernant la corruption ou les pots-de-vin? Si oui, veuillez joindre une copie de la politique, et indiquez si les employés sont tenus de signer une attestation par laquelle ils s'engagent à respecter la politique, ainsi que la fréquence à laquelle les employés doivent signer cette attestation.</p>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<p>5.3 Votre entreprise, dans le cadre de l'établissement de relations d'affaires, offre-t-elle des cadeaux, une hospitalité, des divertissements, des repas ou des voyages standard à des agents publics étrangers?</p>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<p>5.4 Avez-vous des contrôles et des procédures établis au sein de votre entreprise concernant l'offre de cadeaux, d'hospitalité, de divertissements, de voyages ou d'autres dépenses à des agents publics étrangers? Si oui, veuillez joindre les détails des contrôles et des procédures.</p>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Pièce jointe
<p>5.5 Votre entreprise offre-t-elle de la formation de lutte contre la corruption et les pots-de-vin à ses agents et à ses employés? Si oui, veuillez fournir une copie ou une description de la formation, et indiquez si elle est dispensée tous les ans. Veuillez indiquer à quand remonte la dernière fois que la formation a été donnée.</p>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Pièce jointe
<p>5.6 Votre entreprise a-t-elle fait l'objet d'un audit pour vérifier la conformité en matière d'intégrité commerciale par un organisme tiers au cours des cinq dernières années? Si oui, veuillez fournir une copie ou un résumé des résultats de l'audit et/ou des recommandations faites par l'auditeur. Veuillez indiquer si les recommandations de l'auditeur ont été prises en compte et/ou mises en œuvre par l'entreprise.</p>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Pièce jointe
<p>5.7 J'ai examiné et compris le Code pour les exportateurs, j'accepte les principes et j'assurerai son application dans nos opérations. Nous comprenons que nous avons la responsabilité de divulguer toute préoccupation concernant une éventuelle violation du Code pour les exportateurs par le biais du mécanisme de divulgation décrit dans le présent document.</p>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Section 6 - Gestion des risques de la chaîne d'approvisionnement – Intégrité et droits de la personne

<p>6.1 Veuillez fournir une description et le pourcentage de matières premières ou de produits qui seront utilisés dans les projets APPD qui sont :</p> <p>a) Fabriqués ou produits au Canada b) Fabriqués ou produits à l'étranger (veuillez fournir une liste des pays d'où proviennent les biens)</p>	
<p>6.2 L'entreprise a-t-elle nommé tous ses fournisseurs de premier niveau?</p>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non



Si oui, veuillez fournir les noms et le principal pays d'activité de ces fournisseurs.	<input type="checkbox"/> Pièce jointe
<p>6.3 Votre entreprise a-t-elle des politiques et des processus pour contrôler, évaluer et surveiller les risques pour l'intégrité et les droits de la personne associés à sa chaîne d'approvisionnement (comme la fraude par les tiers, les pots-de-vin et la corruption, le non-respect des normes éthiques, y compris le travail forcé et d'autres enjeux connexes des droits de la personne)?</p> <p>Si oui, veuillez joindre une copie des politiques ou une description du processus de diligence raisonnable, en indiquant les mesures, le cas échéant, que l'entreprise a prises pour gérer et réduire ces risques.</p>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Pièce jointe
6.4 Votre entreprise a-t-elle relevé des risques pour l'intégrité et les droits de la personne associés à sa chaîne d'approvisionnement en lien avec les projets APPD? Dans l'affirmative, veuillez fournir des détails.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Section 7 – Régime d'intégrité du gouvernement du Canada

Veuillez consulter les liens suivants:

<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html> et <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>

7.1 Après avoir pris connaissance du document Intégrité – Formulaire de déclaration et de la Politique d'inadmissibilité et de suspension de Services publics et Approvisionnement Canada, votre entreprise pourrait-elle être déclarée inadmissible ou suspendue, ce qui l'empêcherait d'obtenir un contrat ou un accord immobilier fédéral?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
---	---

<https://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/ncp-pcn/index.aspx?lang=fra> et <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/9789264115439-fr.pdf?expires=1651513870&id=id&accname=quest&checksum=D02DF666C383341E3DBBF1B6956D949C>

7.2 Nous comprenons que la CCC attend des entreprises canadiennes qu'elles coopéreront de bonne foi avec les instances devant tout Point de contact national (PCN) pour les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales qui comprennent une demande d'examen qui nomme l'entreprise.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
---	---

<https://www.international.gc.ca/global-affaires-affaires-mondiales/news-nouvelles/2021/2021-01-12-xinjiang-declaration.aspx?lang=fra>

7.3 J'ai pris connaissance de la Déclaration d'intégrité sur la conduite des affaires avec des entités du Xinjiang , et je suis au courant de la situation des droits de la personne dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang et du risque élevé que cela représente. Je n'ai pas sciemment obtenu, directement ou indirectement, de produits ou de services d'un fournisseur impliqué dans le travail forcé ou d'autres violations des droits de la personne, liées à la répression des Ouïghours et d'autres minorités ethniques dans le Xinjiang.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
---	---

https://core-ombuds.canada.ca/core_ombuds-ocre_ombuds/index.aspx?lang=fra

7.4 Nous comprenons que la CCC s'attend à ce que les entreprises canadiennes œuvrant à l'extérieur du Canada coopèrent de bonne foi aux procédures devant l'Ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises (OCRE) concernant une plainte qui nomme l'entreprise.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
---	---

Section 8 – Agents, représentants et partenaires commerciaux



8.1 Votre entreprise embauche-t-elle des agents, des représentants et/ou des tierces parties jouant le rôle d'intermédiaire?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
8.2 Y a-t-il des agents, des représentants et / ou des intermédiaires tiers à l'égard de projets APPD? Si oui, veuillez répondre aux questions 8.3 à 8.8 et joindre les informations suivants: a) noms, titre et citoyenneté de toutes les personnes engagées en tant qu'agents, représentants et/ou intermédiaires tiers dans les projets APPD et comment votre entreprise leur a été présentée. Si l'agent est une société, veuillez fournir son adresse; b) si l'agent, le représentant et/ou l'intermédiaire tiers est une personne morale de moins de 10 salariés, joindre les noms, titres et nationalité de tous les propriétaires, administrateurs et salariés; c) copie du contrat entre votre entreprise et l'agent; d) description détaillée des activités que l'agent fournira en faveur de votre entreprise; e) commission/honoraires que l'agent recevra pour ses services; f) copie du rapport des activités de diligence raisonnable fondée sur le risque exécutées en lien avec l'agent (le cas échéant);	Oui/Pièce jointe <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
8.3 Votre entreprise est-elle dotée d'une politique et/ou de processus écrits concernant le recours à des agents, à des représentants et à des tierces parties jouant le rôle d'intermédiaire? Dans l'affirmative, veuillez joindre un exemplaire de la politique et expliquer la façon dont elle a été appliquée.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
8.4 Votre entreprise effectue-t-elle des activités de diligence raisonnable fondées sur le risque avant de conclure tout accord avec un agent, un représentant ou un intermédiaire tiers? Si oui, veuillez joindre un exemple des activités ou des procédures de diligence raisonnable fondée sur le risque exécutées par votre entreprise pour évaluer les agents.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
8.5 L'agent a-t-il des politiques écrites de lutte contre la corruption? Si non, l'agent a-t-il convenu de se conformer aux politiques de lutte contre la corruption de votre entreprise ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
8.6 L'agent ou ses employés suivent-ils une formation anti-corruption / anti-pots-de-vin?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
8.7 L'agent a-t-il participé ou participera-t-il à des réunions avec des agents publics de l'acheteur ? Si oui, veuillez indiquer quelles fonctions l'agent remplit lors de ces réunions. L'agent participe-t-il à des réunions avec l'acheteur sans la présence de votre entreprise?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
8.8 Si l'agent est une personne morale, appartient-elle en partie à un représentant du gouvernement ou à ses proches, ou a-t-elle d'autres liens étroits avec un gouvernement, un organisme gouvernemental ou un représentant du gouvernement?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>



Section 9 – Certificat de conformité

Le présent certificat constitue un document auquel la CCC peut se fier pour conclure une entente exécutoire avec un acheteur.

Je suis un cadre supérieur de l'entreprise et, à ce titre, j'atteste, au meilleur de mes connaissances, et après avoir effectué des vérifications raisonnables, que les réponses figurant dans le présent questionnaire sont fidèles et exactes à tous les égards importants.

Suivant la [politique sur la transparence et la responsabilisation](#) de la CCC, dans l'éventualité qu'un contrat principal résulte des efforts conjoints des parties, la CCC cherchera à obtenir le contentement du fournisseur afin de divulguer les informations suivantes reliées aux transactions de ventes à l'exportation consenties par la CCC :

- Nom du fournisseur;
- Destination des biens et services;
- Description générale des biens et services;
- Valeur de la transaction parmi un écart de valeurs.

J'ai pris connaissance du document [Intégrité – Formulaire de déclaration](#) et de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#) de Services publics et Approvisionnement Canada, et je confirme que notre entreprise ne serait pas déclarée inadmissible ou suspendue, l'empêchant ainsi de conclure un contrat ou un accord immobilier avec le gouvernement fédéral.

J'ai examiné et compris que la CCC attend des entreprises canadiennes qu'elles coopéreront de bonne foi avec les instances devant tout [Point de contact national \(PCN\)](#) pour les [Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales](#) qui comprennent une demande d'examen qui nomme l'entreprise.

J'ai examiné et je comprends que la CCC s'attend à ce que les entreprises canadiennes œuvrant à l'extérieur du Canada coopèrent de bonne foi aux procédures devant [l'Ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises \(OCRE\)](#) concernant une plainte qui nomme l'entreprise.

J'ai examiné et compris [le Code pour les exportateurs](#), j'accepte les principes et j'assurerai son application dans nos opérations. Nous comprenons que nous avons la responsabilité de divulguer toute préoccupation concernant une éventuelle violation du Code pour les exportateurs par le biais du mécanisme de divulgation décrit dans le présent document.

Nous comprenons que la CCC attend des entreprises canadiennes qu'elles prennent toutes les mesures possibles pour respecter la législation canadienne en matière de travail forcé et de chaînes d'approvisionnement.

À l'exception des événements divulgués à la section 5.1 de ce questionnaire, ni l'entreprise ni une société affiliée, seule ou conjointement avec des tiers, ni quiconque agissant en son nom, n'a participé, ni participera, à des activités illégales aux yeux d'aucune loi, notamment le *Code criminel du Canada* et la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* ou des lois semblables d'autre pays.

À l'exception des événements divulgués à la section 5.1 de ce questionnaire, ni l'entreprise, seule ou conjointement avec des tiers, ni quiconque agissant en son nom, fait l'objet d'une enquête ou d'une accusation, ou a reçu un verdict de culpabilité devant tout tribunal, ou s'est fait imposer des mesures administratives connexes par une instance publique, pour cause de pratiques d'affaires contraires à l'éthique.

En outre, je reconnais et comprends au nom de l'entreprise que :

si, à un moment donné, des éléments de preuve crédibles démontrent qu'une infraction à la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* ou à une loi semblable dans un pays étranger a été ou sera commise, la CCC suspendra toute transaction avec l'entreprise;

si, à tout moment, des éléments de preuve crédibles démontrent qu'une infraction a été commise ou est en train de l'être, la CCC en informera promptement les autorités chargées de l'application de la loi.

Signé le ____ jour de _____, à, au Canada.



(Signature, nom et titre du cadre supérieur du fournisseur)

Énoncé de confidentialité : Les renseignements personnels recueillis seront utilisés pour déterminer l'admissibilité à une entente avec la CCC. Un formulaire incomplet pourrait entraîner l'inadmissibilité de votre entreprise à la passation de contrats avec la CCC. Les renseignements personnels seront conservés dans le Fichier de renseignements personnels de la CCC et seront protégés, utilisés et divulgués conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Aux termes de la *Loi*, vous avez le droit d'exiger que l'on vous communique les renseignements personnels qui vous concernent et de demander que des corrections soient apportées s'ils sont erronés.